

 **OMAN : LES INVESTISSEMENTS**

**Les IDE en chiffres**

Les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) en 2021 se sont élevés à 1 580 milliards USD, en hausse de 64 % par rapport au niveau exceptionnellement bas de 2020. La reprise a montré une dynamique de rebond significative, avec des marchés de fusions et acquisitions (M&A) en plein essor et une croissance rapide du financement de projets internationaux. En raison de conditions de financement souples et d'importants plans de relance des infrastructures. Cependant, l'environnement mondial du commerce international et des investissements transfrontaliers a radicalement changé en 2022. La guerre en Ukraine - en plus des effets persistants de la pandémie - provoque une triple crise alimentaire, énergétique et financière dans de nombreux pays du monde. L'incertitude des investisseurs a exercé une pression à la baisse importante sur les IDE mondiaux en 2022, et le nombre de nouveaux projets d'investissement, y compris les annonces de nouveaux projets, les accords de financement de projets internationaux (IPF) et les fusions et acquisitions transfrontalières, tous se sont inversés après le premier trimestre de 2022 pour commencer à décliner. Les ventes de fusions et acquisitions transfrontalières ont diminué de 6 % et les valeurs des FPI de plus de 30 % en 2022. Les perspectives d'IDE mondiaux en 2023 semblent faibles, un nombre important d'économies dans le monde devant entrer en récession. Une croissance négative ou lente dans de nombreuses économies, une nouvelle détérioration des conditions de financement, l'incertitude des investisseurs face à de multiples crises et, en particulier dans les pays en développement, l'augmentation des risques associés aux niveaux d'endettement exerceront une pression à la baisse significative sur les IDE (UNCTAD Global Investment Trends Monitor, janvier 2023). La tendance négative reflète un changement de sentiment des investisseurs en raison des crises alimentaire, énergétique et financière dans le monde, de la guerre en Ukraine, de la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt et des craintes d'une récession à venir.

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2022 de la CNUCED, les entrées d'IDE à Oman ont atteint 3,61 milliards USD en 2021, soit une augmentation par rapport aux 2,86 milliards USD en 2020, malgré la crise économique mondiale déclenchée par la pandémie de Covid-19. Le stock d'IDE d'Oman s'est largement reconstitué depuis la crise de 2010 et reste solide, à 34 milliards USD en 2021. Les investissements se sont accélérés, notamment grâce au développement de la zone économique spéciale de Duqm, qui implique la construction d'un port, d'un aéroport, une raffinerie et des installations touristiques. Selon les chiffres du National Center for Statistics and Information (NCSI), les principaux pays investisseurs sont le Royaume-Uni, suivi des Émirats arabes unis, du Koweït, du Qatar et de Bahreïn. La majeure partie des IDE a été dirigée vers le secteur pétrolier et gazier, avec des parts plus faibles allant aux secteurs des services financiers, de la fabrication et de l'immobilier.

La nouvelle loi sur les investissements étrangers en capital adoptée en 2020, et plus particulièrement l'abolition des limites à la propriété étrangère, a été bien accueillie par la communauté internationale (OMC, 2021). Il a assoupli les restrictions à l'investissement étranger, rationalisé les procédures d'enregistrement et d'octroi de licences pour les investisseurs étrangers et aligné les droits et les incitations des investisseurs étrangers sur ceux accordés aux investisseurs locaux. Les zones économiques spéciales ont également attiré d'importants investissements étrangers, bien qu'il soit possible de stimuler davantage les effets d'entraînement de ces zones économiques sur l'économie locale (FMI, 2022).

Le Sultanat d'Oman cherche à attirer les investisseurs en offrant des incitations fiscales et des exonérations de droits de douane. Oman a une situation politique et macroéconomique stable. Cependant, l'accès à un nombre limité de secteurs et la pression gouvernementale sur les entreprises étrangères pour recruter des travailleurs nationaux sont des obstacles majeurs aux investissements étrangers. En 2020, Oman a publié la nouvelle loi sur l'investissement étranger, qui a supprimé l'exigence minimale de 30% de propriété omanaise pour les entreprises basées à Oman dans le but d'attirer de nouveaux investissements étrangers. En 2021, Oman a introduit de nouvelles incitations pour les investisseurs étrangers, notamment l'exemption de certaines redevances et exigences opérationnelles pour les projets d'investissement dans les régions moins développées du pays.

Les efforts inlassables d'Oman pour attirer les investissements étrangers dans le sultanat portent leurs fruits, le volume des investissements directs étrangers (IDE) augmentant de 10,4 % pour atteindre 18,14 milliards RO jusqu'au troisième trimestre de 2022 (47,11 milliards USD), par rapport à la même période en 2021. Les statistiques montrent que le volume des échanges commerciaux entre le sultanat et le reste du monde jusqu'en septembre 2022 a augmenté de 46,18 % pour atteindre 30,421 milliards RO (79,01 milliards USD). La valeur des IDE dans le secteur manufacturier jusqu'au troisième trimestre de 2022 était de 1. 717 milliards RO (4,46 milliards USD), contre 1,512 milliard RO sur la période correspondante en 2021.

Une initiative Fast Track vise à soutenir les projets d'investissement confrontés à des défis dans leur mise en œuvre. Les projets sont évalués et les raisons d'obstruction examinées, pour prendre des décisions rapides et efficaces assurant la continuité de la mise en œuvre de l'entreprise. La première phase de l'initiative a ciblé 39 projets d'investissement, où 27 projets d'investissement ont reçu le feu vert pour une mise en œuvre d'une valeur totale de 2,779 milliards USD. Le nombre d'investisseurs, qui ont obtenu la résidence d'investisseur depuis le début du programme jusqu'au 1er janvier de cette année, a atteint 1 219 (Muscat Daily, 7 janvier 2023).

**COMPARAISON INTERNATIONALE DE LA PROTECTION DES INVESTISSEURS**

	Oman	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
<b>Index de transparence des transactions*</b>	8,0	6,4	7,0	5,0
<b>Index de responsabilité des managers**</b>	5,0	4,8	9,0	5,0
<b>Index de pouvoir des actionnaires***</b>	3,0	4,7	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables.

\*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
<b>Flux d'IDE entrants</b> (millions USD)	2.889	4.021	3.716
<b>Stocks d'IDE</b> (millions USD)	41.841,4	45.844,0	49.559,6
<b>Nombre d'investissements greenfield*</b>	24,0	35,0	50,0
<b>Value of Greenfield Investments (million USD)</b>	6.205	4.708	10.005

Source : CNUCED - Dernières données disponibles

Note : \* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

## Les taux d'imposition

Oman est sur le point d'introduire une taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de concert avec d'autres pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG). La mise en œuvre devrait avoir lieu en 2021.

5%

Impôt sur les sociétés 15%

Les retenues à la source Dividendes : 0%, Intérêts : 0%, Redevances : 0% (résidents)/10% (non-résidents, suspendu pour une durée de trois ans à compter du 6 mai 2019)

Les accords bilatéraux  Le Sultanat d'Oman et la France sont liés par une convention fiscale qui a été signée le 1er juin 1989, et ratifiée le 1er août 1990.

Téléchargez la convention (en français).

Téléchargez la convention (en arabe).

Les contributions sociales payées par l'employeur 10,5%

Les autres ressources utiles Secrétaire général de la fiscalité

Consultez le site Doing Business, pour obtenir un sommaire des impôts et des cotisations obligatoires.

## LES TAXES SUR LE REVENU DES PERSONNES

Pas d'impôt sur le revenu des particuliers	
--	--

## Comparaison internationale de la fiscalité des entreprises

	Oman	Moyen-Orient & Afrique du nord	Etats-Unis	Allemagne
<b>Nombre de paiements de taxes par an</b>	15,0	20,8	10,6	9,0
<b>Temps requis pour les formalités administratives en heures</b>	68,0	204,0	175,0	218,0
<b>Montant total des taxes en % des profits</b>	27,4	32,1	36,6	48,8

Source : Doing Business - Dernières données disponibles.

## Les opportunités d'investissement

Les appels d'offres, les projets et les marchés publics

Portail électronique des appels d'offres, Portail des appels d'offres du Sultanat d'Oman  
Tenders Info, Appels d'offres à Oman  
Oman Projects, Appels d'offres, projets, enquêtes et transmissions d'entreprises dans le Sultanat d'Oman

Créer une entreprise

Consultez le site Doing Business, pour connaître les procédures de création d'une entreprise à

Oman.

Les ressources utiles

Ithraa - Autorité publique pour la promotion de l'investissement et le développement des exportations

 Ambassade de France en Oman

 Ambassade du Sultanat d'Oman en France

## Les procédures de création d'entreprise

---

Créer une entreprise	Oman	Middle East & North Africa
<b>Procédures (nombre)</b>	4,00	6,28
<b>Temps (jours)</b>	4,30	19,51

Source : *Doing Business*.

© eexpand, Tous droits de reproduction réservés.  
Dernières mises à jour en Novembre 2023